

tion au moment où il devenait premier ministre.

Dans l'histoire parlementaire de la Grande-Bretagne, on ne trouve aucun autre cas parallèle à celui-ci: Un ministre de la Couronne qui sort du cabinet dans les circonstances qui ont accompagné la démission de sir Sam Hughes, en proférant dix-neuf accusations bien distinctes de mauvaise administration contre le Gouvernement dont il faisait partie. Mon très honorable ami, d'ailleurs, n'a pas tenté un seul instant de répondre aux allégations de sir Sam Hughes, hier soir.

Et maintenant, quelle attitude mon très honorable ami (sir Robert Borden) entend-il adopter relativement à la question de la conscription? Je me rappelle fort bien qu'au cours du débat sur l'adresse en réponse au discours du Trône, l'année dernière, mon très honorable ami a déclaré que, dès le début des hostilités, il s'était prononcé contre la conscription et qu'il réaffirmait de nouveau son opinion avec toute l'énergie dont il était capable. Le ministre de l'Intérieur (M. Roche), de son côté, déclara qu'il était allé à Chicago, durant la saison des fêtes, qu'il avait rencontré des agents d'immigration et il communiqua à la Chambre la lettre qu'il avait écrite relativement à la question de la conscription à cette époque-là. On a fait de l'agitation au pays en faveur de l'établissement de la conscription, de sorte que le peuple se tourne du côté de mon très honorable ami en vue d'en recevoir la direction à suivre.

Si le Gouvernement du jour est décidé à faire son devoir dans la poursuite de la guerre actuelle, s'il est disposé à assumer les responsabilités que comporte la solution de ces importantes questions, nous avons parfaitement le droit de poser la question. Est-ce que oui ou non mon très honorable ami a modifié ses opinions à ce propos? Pour quelles raisons a-t-on entamé toutes ces discussions à propos de la conscription? Pourquoi laisse-t-on se perpétuer ces discussions qui agitent l'opinion publique? Je le répète, ou mon très honorable ami est encore de la même opinion que l'année dernière, ou bien il a changé d'idée relativement à cette question, il n'y a pas de milieu.

Parlons donc maintenant du rapport du Dr Bruce. Existe-t-il au monde quelque chose qui soit plus de nature, en pleine guerre, à voiler de tristesse le cœur des mères des jeunes gens qui ont répondu à l'appel du drapeau, que la pensée qu'après avoir échappé aux horreurs des champs de bataille et avoir été ramenés en Angleterre,

ils sont claquemurés dans des hôpitaux et traités de façon que le décrit le rapport du Dr Bruce? Si les allégations que renferme le rapport du Dr Bruce sont vraies,—et elles ont fait le tour de la presse du pays, bien qu'il m'ait été impossible de me procurer un exemplaire du rapport, au ministère de la Milice depuis mon arrivée à Ottawa,—si l'on se plaint un peu partout que nos jeunes gens ne s'enrôlent plus, je vous le demande, comment le premier ministre peut-il espérer de les voir accourir à l'appel du devoir et assumer tous les risques que comporte une situation de cette nature?

On nous informe que le Dr Baptie et quelques autres médecins tous aussi inconnus, ont tenu une enquête à ce sujet, qu'ils ont fait rapport affirmant ceci et cela à l'endroit du Dr Carleton Jonès et de quelques autres officiers; tous ces renseignements sont très intéressants, mais nous n'en savons guère plus long. Or, ajoutez à cela les divers câblogrammes qui ont été publiés dans les journaux du pays comme venant de sir George Perley et qui annoncent que l'auteur du rapport condamnant les méthodes en usage dans les hôpitaux militaires, a été promu au poste de chirurgien consultant de l'armée anglaise en France, et vous comprendrez pourquoi je tiens à savoir si oui ou non le rapport du Dr Bruce est vrai. C'est là le désir de la Chambre et du pays également, je n'en ai pas le moindre doute. Je le sou mets respectueusement à mon très honorable ami, ces questions du rapport du Dr Bruce et de l'enquête qu'a conduite le Dr Baptie relativement à ce rapport sont d'une nature tellement grave qu'elles devraient être soumises à l'examen d'un comité d'enquête parlementaire afin que nous nous rendions bien compte de la situation qui existe réellement.

Nous avons au pays, je le sais, bon nombre de gens qui parlent en termes magnifiques de la guerre actuelle; ces citoyens n'ont ni fils ni parents sur la ligne de feu et ils n'ont pas la perspective d'en avoir jamais; toute de même, ils vous diront en termes choisis et avec force détails de quelle façon la campagne devrait être conduite. Pour ma part, j'élève la voix au nom des pères et des mères des 300,000 jeunes gens qui sont partis, et je désire savoir si l'on va permettre qu'ils soient traités de cette façon-là en Angleterre? Le pays ne peut plus se payer de mots cou lants et de propos mielleux relativement à l'importance de nous assurer la victoire. Il s'agit de savoir si oui ou non on va prodiguer à nos jeunes gens les soins que re-